

En réclamant la suppression intégrale de la publicité sur les chaînes publiques de télévision, le patron de M6 valide a posteriori la justesse du programme de l'UPR.

Alors qu'Emmanuel Macron a annoncé une vaste réforme de l'audiovisuel public, qui devrait aboutir avant la fin de l'année, le président de M6, Nicolas de Tavernost, vient de se déclarer publiquement pour « la suppression intégrale de la publicité sur les chaînes publiques ».

Rappelons que le groupe M6 est un groupe de médias français commerciaux privés, qui s'est construit autour de la chaîne de télévision M6, lancée le 1er mars 1987. Son actionnaire principal est le groupe luxembourgeois RTL Group, propriété du groupe allemand privé Bertelsmann.

C'est dans un entretien au Journal du Dimanche (JDD) de ce dimanche 11 février 2018 que le patron de M6 vient de déclarer :

« France Télévisions devrait se concentrer sur ses seules missions de service public, ce qui lui éviterait de réclamer en permanence un accroissement de ses ressources, notamment commerciales. La suppression intégrale de la publicité sur les chaînes publiques, comme l'ont déjà fait nos voisins britanniques, que l'on prend souvent en modèle, ou espagnols, permettrait ainsi de mieux cerner le rôle de France Télévisions.»

Et de poursuivre en le déplorant :

« Quelle est la nature du service public ? En tout état de cause, ce n'est pas de chercher à imiter le secteur privé. [...] Plus que jamais, pour les chaînes de télévision françaises, [la] maîtrise des droits et des programmes est indispensable pour répondre à une concurrence chaque jour plus intense et internationale. Or, les règles régissant les relations entre producteurs et diffuseurs sont obsolètes et ne font que jeter les producteurs français dans les bras de groupes internationaux ou de fonds d'investissement au lieu de les adosser prioritairement à des diffuseurs nationaux.»

CONCLUSION

La justesse de notre programme sur l'audiovisuel public est confirmée par un des meilleurs experts du secteur.

- 1°) En réclamant qu'il y ait une différence très claire de modèle économique entre les chaînes de télévision de service public et les chaînes commerciales privées,
- 2°) en demandant la suppression intégrale de la publicité sur les chaînes publiques,
- 3°) en soulignant que celles-ci doivent se concentrer sur leurs seules missions de service public,
- 4°) en prenant exemple pour cela sur la BBC britannique,

le patron de M6 vient de reprendre, quasiment mot pour mot, ce que j'ai dit à ce propos tout au long de la campagne présidentielle de 2017 (il aurait aussi pu ajouter l'exemple de la NHK japonaise, comme je l'avais fait moi-même).

Je rappelle que le programme de l'UPR propose en effet :

- la suppression intégrale de la publicité sur les chaînes publiques ;
- et l'établissement d'un cahier des charges culturel visant à redonner au service public de l'audiovisuel son rôle d'éducation populaire.

Ce cahier des charges visera à développer chez nos concitoyens la culture générale et le discernement, en leur permettant notamment d'accéder aux grandes productions cinématographiques, théâtrales ou littéraires, de France comme du monde entier, et à des documentaires de bonne tenue sur les grandes civilisations du monde.

François ASSELINEAU

11 février 2018

=====

Pour relire [notre programme](#) :

En particulier, pour ce qui concerne les médias, relire le chapitre "Transposer le principe de la séparation des pouvoirs au XXI^e siècle en l'appliquant au pouvoir médiatique".

Et les points suivants :

- 9- Établir la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État et des puissances d'argent. Être les « Montesquieu du XXI^e siècle » en actualisant le principe de la séparation des pouvoirs et en reconnaissant le quatrième pouvoir : le pouvoir médiatique.

Le pouvoir médiatique sera séparé des trois autres pouvoirs, mais aussi des féodalités économiques et financières.

- 10- Fixer un cadre constitutionnel aux médias. Créer un Service public de l'information et de la culture (SPIC). Indépendant et doté de moyens lui permettant de remplir sa mission informative, démocratique et émancipatrice, ce SPIC sera chargé par la loi de favoriser la qualité des débats publics, l'élévation de la culture générale et l'éducation de tous en offrant une information et des programmes de qualité (culture, arts, histoire, sciences, etc.).
- 11- Adopter des lois anticoncentration et des dispositifs permettant de lutter contre la logique de la financiarisation et la logique commerciale dans le domaine des médias. Interdire aux groupes intervenant fortement dans d'autres secteurs économiques de posséder des médias.

Interdire, de manière constitutionnelle, toute prise de contrôle des médias de masse par des fonds de pension ou des groupes et conglomérats multinationaux.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
 limiter l'ampleur des financements publicitaires et la durée des messages publicitaires.

Réformer le système d'aides publiques à la presse afin que les subventions favorisent les médias qui participent de façon loyale et désintéressée à la vie démocratique.

- 12- Renationalisation de TF1. TF1 est de loin la première chaîne regardée par les Français. Elle joue un rôle de premier plan dans la formation et l'éducation de l'opinion publique française, rôle qu'il est inadmissible, dans une démocratie, de laisser dans des mains privées ou étrangères. TF1 sera donc renationalisée, et son cahier des charges profondément remanié afin d'assurer la démocratie et l'élévation de la culture générale des Français.
- 13- Renationalisation de TDF (Télédiffusion de France) La maîtrise de la diffusion des chaînes de télévision et des stations de radio doit être une prérogative dans la main du peuple français et non dans des mains privées ou étrangères.
- 14- Restitution à l'Agence France-Presse de son rôle originel de service public de l'information, tel qu'il avait été conçu par le Conseil national de la Résistance. Un financement correct de l'AFP doit être assuré par l'État afin de diffuser une vision française et impartiale des événements planétaires.

Source : <https://www.upr.fr/programme-elections-presidentielles-france>
